



**BELGIQUE**

**Discours de S.E. Monsieur Johan Verbeke,  
Ambassadeur,  
Représentant permanent de la Belgique  
auprès des Nations Unies**

**prononcé à l'occasion du**

**Dialogue de haut niveau sur Migration et Développement**

**New York, le 15 septembre 2006**

***Vérifier au prononcé***

Permanent Mission of Belgium to the United Nations Organisation  
One Hammarskjöld Plaza, 41<sup>st</sup> Floor, 885 Second Avenue, New York, NY 10017  
Tel. 378-6300, Fax 681-7618  
E-mail [newyorkun@diplobel.be](mailto:newyorkun@diplobel.be)  
website <http://www.diplomatie.be/newyorkun>

Madame la Présidente,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs les représentants,  
Mesdames et Messieurs,

Je veux tout d'abord remercier et féliciter le Secrétaire Général pour avoir pris l'initiative d'organiser ce Dialogue et son Représentant Spécial de l'avoir si bien préparé.

Cette initiative témoigne d'un esprit visionnaire et courageux : en effet nul ne pouvait prévoir en 2003, au moment où la décision pour ce Dialogue a été prise, qu'à peine trois ans plus tard la migration ferait la Une des journaux et de la télévision quasi tous les jours.

Les tragiques images qui nous sont présentées par les médias démontrent que trop longtemps la question de la Migration a été absente de l'agenda politique mondial. Il est donc grand temps que la communauté internationale et ses membres, c.à.d. nous, représentants des Etats, prenions nos responsabilités à cet égard.

Au passage , je relève que les flux migratoires se développent dans diverses directions, sud-nord ,mais aussi sud-sud ,ce qui signifie que des pays déjà en proie à de sérieux problèmes de développement se retrouvent confrontés à de nouveaux défis qu'il leur sont particulièrement difficile à assumer .

Les débats organisés par la Commission Globale sur la Migration Internationale et les consultations régionales conduites dans le courant des années 2003-2005 ont été un catalyseur important pour porter le débat au niveau politique.

Nous avons davantage pris conscience de ce que la globalisation du monde, le développement foudroyant des moyens de transport et des communications ainsi que la persistance d'inégalités considérables sur le plan économique, politique et social contribuent à accélérer le processus de la Migration internationale , un processus qui ,s'il est mal *géré*, dérive souvent vers des conditions désastreuses voire inhumaines .

Dans les pays d'accueil, ces mouvements migratoires irréguliers, suscitent chez certains, des craintes quant à des disfonctionnements du marché de l'emploi mais aussi quant au respect par les migrants des valeurs politiques et sociétales que nous estimons fondamentales.

Face à ce constat, nous avons un intérêt collectif à déterminer une approche globale et équilibrée, par une prise en compte des multiples dimensions de la Migration. Il nous faut en fait mettre en place un ensemble cohérent d'actions et de politiques à court, à moyen et à long terme :

à court terme : nous devons déployer plus d'efforts en vue de dissuader la migration clandestine par une information objective et une sensibilisation accrue sur les risques de trafic humain inhérents aux migrations irrégulières . La dissuasion doit également s'opérer par un contrôle renforcé des frontières ,par la négociation d'accord de réadmission, par une lutte contre les réseaux de traite des êtres humains ;

- à moyen terme : nous devons mieux intégrer la dimension migratoire dans nos politiques de coopération. Ce qui signifie favoriser davantage un environnement propice au développement dans les pays d'origine des migrations , rechercher comment la Migration peut contribuer à la réalisation des Objectifs du Millénaire , comment la Migration peut être intégrée dans les programmes de réduction de la pauvreté , comment gérer les migrations pour qu'elles soient une source d'enrichissement et non d'appauvrissement pour les pays du Sud, par exemple la fuite des cerveaux .

à long terme : rendre plus cohérentes les politiques internationales en matière de migration, commerce international et agriculture avec nos objectifs de développement.

La Conférence que la Belgique a organisé en mars dernier à Bruxelles en collaboration avec l'OIM, la Banque Mondiale et la Commission européenne, et à laquelle beaucoup parmi vous ont participé, a mis en lumière ces questions et a permis d' ébaucher quelques pistes pour y répondre.

Nous avons ainsi réaffirmé qu'une Migration bien gérée peut bénéficier aux pays d'origine, aux pays de destination et aux migrants eux-mêmes. Le travail de la Conférence de Bruxelles a, à cet égard, été significatif, mettant en évidence la nécessité d'une coopération entre toutes les parties prenantes, y compris la société civile. Elle a souligné le rôle précieux que les communautés de la diaspora peuvent jouer en faveur de leur pays d'origine.

Une autre évidence qui a été répétée à Bruxelles - mais ce sont des évidences qu'il est bon de marteler - c'est que nous n'aboutirons à rien si nous ne traitons pas les phénomènes migratoires dans un esprit de partenariat entre tous les pays concernés.

Au terme de ce Dialogue à haut niveau, il y a quelques priorités sur lesquels nous devons continuer à travailler.

Ces domaines prioritaires me semblent être

en premier lieu, la collecte des données : le Global Migration Group mais aussi d'autres institutions telles que l'OCDE devraient s'y attaquer immédiatement nous ne pouvons pas développer des politiques crédibles sans avoir plus de données fiables sur les flux migratoires,

- ensuite, nous devons étudier les conséquences de la globalisation du marché du travail et la démocratisation de l'éducation. Comment faire pour que tous les pays soient mieux préparés pour tirer profit de ce phénomène irréversible, non pas seulement par une meilleure adéquation de l'offre et de la demande sur le marché international du travail mais aussi en renforçant la capacité des pays, surtout les pays en développement, à garder les éléments les plus dynamiques de leur société, par la création d'un environnement économique, politique, scientifique et social.

La contribution de la migration au MDG et en particulier le rôle des communautés de migrants qui génèrent des transferts sous forme d'apport social, mais aussi culturel, financier et économique devra aussi être mieux valorisée.

- Ce qui ouvre certains chantiers : celui de la mobilisation des transferts en faveur du développement par la création d'instruments de crédit appropriés, en premier lieu le microcrédit, une législation appropriée sur la protection des biens, le renforcement de la confiance dans les systèmes financiers locaux. Mais aussi par la mise sur pied de fonds de pension pour les migrants et d'investissements productifs, et je me réjouis que le PNUD ait déjà entamé une réflexion à ce propos.
- Outre les transferts, il y a la question des retours volontaires de personnes. Les enquêtes de l'OCDE ont montré que jusqu'à présent certaines de nos politiques de co-développement, bien qu'objectivement louables, n'ont pas toujours vraiment réussi à faire de ces retours des opportunités de développement. Nous devons ensemble redéfinir le co-développement, comme une vraie démarche de développement. Je propose aussi à cet égard au niveau européen la création d'un fonds de co- développement.

L'apport des migrants en termes sociaux à leurs pays d'origine et de destination doit être valorisé. Cela pose la question de l'intégration et des droits des migrants. Nous pouvons tous le constater, il s'agit d'un vaste programme, qui ne sera réalisable que si la communauté internationale et tous ses acteurs se mobilisent, c. à.d., les gouvernements, mais également les organisations internationales compétentes, le secteur privé, la diaspora, la société civile des pays d'accueil et d'origine. A cet égard, nous nous réjouissons de ce que le Secrétaire Général et son Représentant Spécial aient proposé la mise en oeuvre d'un processus permanent de dialogue et de coopération sous forme d'un Forum Global pour la Migration et le Développement.

Nos expériences récentes, dans la phase préparatoire de ce dialogue, à Bruxelles et à Rabat ont démontré que la communauté internationale a atteint la maturité nécessaire pour pouvoir dialoguer de la Migration et du développement d'une façon constructive, innovatrice et inspirée.

La Belgique est prête à relever ce défi et à accepter l'organisation du premier Forum l'année prochaine à Bruxelles.

Je vous remercie pour votre attention.